

VAUD L'ONG a indiqué en avril délocaliser cent postes.

Le canton appelé à «sauver» le WWF

Une interpellation demande au Conseil d'Etat vaudois d'intervenir «en urgence» auprès de WWF International. L'organisme, basé à Gland, entend délocaliser une centaine de postes sur les 170 qu'il compte dans le canton. Les employés annoncent des licenciements pour le 30 juin. Hier matin, devant le Palais de Rumine, à Lausanne, où se réunit le Grand Conseil vaudois, des employés de WWF International ont distribué des tracts. Ils y font part de leur difficulté «à comprendre le réel bien-fondé et

la pertinence» de la restructuration annoncée par l'organisme.

Interpellation

Quelques heures plus tard, la socialiste Fabienne Freymond Cantone, auteure d'une interpellation intitulée «WWF International et sa presque complète restructuration: mais que fait donc le canton?», prend le micro devant le plénum. Et lance un appel. Pour la députée, il s'agit d'un intérêt crucial pour le canton. «Tant par les deniers qu'il a mis directement ou in-

directement dans le bâtiment servant de siège au WWF, que par la perte potentielle d'un acteur important, au rayonnement international, de notre métropole lémanique», peut-on lire dans son texte.

WWF International a indiqué en avril qu'il allait délocaliser une centaine de postes sur les 170 qu'il compte dans le canton de Vaud. Le processus doit durer jusqu'en juin 2017. Les nouveaux hubs proposés au personnel sont pour l'heure Singapour, Nairobi et Woking (Royaume-Uni). ● ATS